

services en général, alors que parfois on refuse aux petits centres les mêmes services, parce que cela n'apparaît pas rentable. Mais laissera-t-on—et je reprends mon exemple de rivière—charrier et noyer un sol extrêmement fertile et se déverser dans un golfe unique, ou saura-t-on l'endiguer pour permettre l'irrigation de ses rives et faire bénéficier toutes les régions?

C'est tout le problème de la nécessité d'établir un équilibre économique à travers la province, à travers le pays. Cette mauvaise répartition conduit directement au chômage chronique et persistant dans les milieux moins favorisés.

Il y a également le risque que ce chômage, que cette misère entraîne des calamités sociales impondérables, alors qu'il y a tant de possibilités, tant de bonnes volontés qui ne demandent qu'à se mettre en branle, tant de talents gaspillés, tant d'idéals frustrés, à qui il faut non seulement donner l'espoir mais la possibilité de solutionner ces problèmes et de faire en sorte qu'au lieu d'être un poids, pour ne pas dire une honte, pour la société, ils deviennent des actifs importants susceptibles de contribuer à la promotion du pays.

Il serait intéressant de connaître exactement ce que ce flot humain, déversé comme dans un golfe unique, a entraîné pour la grande ville de problèmes sociaux, moraux et économiques. Quel est le coût exact de ces entassements de population et les investissements publics nécessités par cette circulation plus intense?

Il m'est facile de conclure que les forces économiques laissées à elles-mêmes se développent à la façon d'un cancer qui tue les cellules les plus saines de notre société, et développe des agglomérations qui ne sont plus à la taille de l'homme et ne peuvent répondre à ses aspirations profondes.

Une enquête conduite à Paris, chez 7,700 familles, donnait le chiffre assez extraordinaire que 80 p. 100 d'entre elles concluaient que si elles en avaient le choix, elles préféreraient vivre à la campagne. Dix pour cent étaient indifférentes à cette situation et 10 p. 100 se réjouissaient de leur sort.

Il est peut-être facile de conclure que ce qu'on investit à grands frais pour des habitations qui ne répondent pas vraiment au désir de l'homme, de dire qu'un jour on veuille retourner à la nature, avoir des propriétés, où il est possible d'avoir jardin, piscine et autres, que ce qu'on conçoit à grands frais devienne des habitations sordides, parce que tous ceux qui auront les possibilités d'en sortir, qui auront le revenu pour le faire, s'en éloigneront.

De sorte qu'il y a lieu de tout repenser la philosophie de la rénovation urbaine et favoriser plutôt une meilleure répartition des

municipalités et la chance aussi pour ces mêmes municipalités de se développer plus harmonieusement.

Et les milieux d'où on a siphonné souvent-fois les éléments les plus dynamiques, se soient aux prises avec des charges communautaires de plus en plus grandes, avec de moins en moins de personnes pour les supporter. Et je dis que, de toute façon, la société paie la note.

Je n'ai pas à relever toutes les statistiques des paiements de transferts ou de l'assistance sociale, de l'assistance-chômage et de l'aide dans les neuf comtés aujourd'hui représentés par le BAEQ, mais le ministre disait, dans son allocution du début, que cela s'élève à 83 millions de dollars.

C'est ce que j'appelle payer la note de la régression. Malgré tout, 50 p. 100 de la population ne travaillent que six mois par année à des emplois temporaires, et durant la saison hivernale, on sait que le nombre de chômeurs s'élève jusqu'à 30 et 40 p. 100 de la main-d'œuvre disponible pour l'emploi.

Des préjugés ont cours à ce sujet. On se donnera forcément bonne conscience en concluant que ces gens ne veulent pas travailler, qu'ils sont paresseux, qu'ils n'ont pas l'initiative nécessaire, mais je voudrais que vous répondiez aux appels téléphoniques de ceux qui sollicitent du maire le privilège d'aller travailler dans les fossés, avec de l'eau jusqu'aux genoux, dans des conditions extrêmement difficiles et pénibles.

Si le gouvernement paye à tour de bras et que, malgré tout, le fossé continue à s'élargir entre les milieux plus favorisés et les milieux pauvres, n'y a-t-il pas lieu d'accentuer les mesures prises en faveur de l'établissement industriel dans les régions désignées et d'avoir une politique globale pour l'aide au développement industriel des régions périphériques?

Je proposais, comme président de l'Union des municipalités de la province, la création d'un ministère de l'aménagement du territoire, tant au niveau fédéral que provincial. J'admire le travail poursuivi par le ministre, et j'ai la conviction profonde que tout ce problème de l'aménagement du territoire et de la guerre à la pauvreté est le problème de tout le monde, bref, le problème de tous les ministères, de toutes les sociétés de la Couronne et de tous les individus.

Lorsqu'on parle de guerre, est-ce qu'on n'invite pas tout le monde à participer à sa charge et à ses problèmes? Je dis que ce ministère de l'aménagement du territoire devrait être détenu par le premier ministre lui-même, parce que seul le premier ministre peut faire la coordination nécessaire entre tous les ministères, faire en sorte de «décomparti-